

Bibliothèque Internationale de la Gauche Communiste

<http://www.sinistra.net/lib/upt/prolac/muua/muainucaf.html>

Nouvelles attaques contre «Auschwitz ou le grand alibi»

Notre brochure «Auschwitz ou le grand alibi» est de nouveau la cible de diverses attaques. Dans ce premier article, nous nous occuperons de l'organisation antifasciste «Ras l'Front». Nous traiterons dans un second article d'un livre récent qui prétend faire l'«Histoire du négationnisme».

Lors de la dernière fête de Lutte Ouvrière, «Ras l'Front» s'est en effet encore une fois livrée à des attaques contre notre brochure et sa diffusion. Déjà en 1998 la même organisation, lors de la fête de L.O., s'était employée à dresser contre nous les trotskystes de «Jeunes contre le Racisme en Europe» (scission de l'organisation de jeunesse de la LCR): voir notre article à ce sujet sur le n° 446 de ce journal. L'année suivante, «Ras l'front» avait demandé aux organisateurs d'interdire la diffusion de notre brochure. L.O., ne voulant pas prendre position sur une question bien épineuse, s'était défilée avec l'argument qu'elle ne se livrait pas à un contrôle politique des textes et des positions défendues sous leur seule responsabilité, par les organisations présentes. A la suite de ce refus, «Ras l'Front» s'était répandu en fanfaronnades selon lesquelles il interdirait lui-même la présence de l'horrible brochure.

C'est ainsi que dès le début de l'édition 1999 de la fête ces valeureux anti-fascistes avaient envoyé des jeunes faire du chahut à notre stand. Puis, après la fuite précipitée de ceux-ci, qui, ignorant tout de nos positions, étaient bien incapables de tenir pied dans la discussion, ce fut au tour de deux gros bras de venir faire de l'intimidation. Hélas, c'est le propre des gros bras d'avoir une cervelle d'oïsson! Ne pouvant laisser parler leurs muscles à cause du petit attroupement causé par la première intervention de leurs jeunes amis, ils furent contraints d'essayer d'argumenter leurs critiques et de justifier leur attitude. Face à une épreuve aussi redoutable, il ne leur restait plus qu'à battre piteusement en retraite.

Peut-être échaudés par leur déconvenue de l'année précédente, Ras l'Front n'a pas essayé cette année de s'en prendre directement à nous, mais il choisit d'accentuer la pression pour interdire la diffusion de notre brochure, en diffusant un tract appelant «l'ensemble des organisations et des militants à demander à L.O. que cette brochure ne soit plus vendue à la fête».

Dans ce tract, intitulé «Des révisionnistes à la fête de LO... Karl Marx, le grand alibi?», on peut lire: «Depuis des années, le Parti Communiste International tient un stand à la fête de Lutte Ouvrière. Ce groupuscule est issu du courant fondé par Amadeo Bordiga. Peu actif il semble se consacrer surtout à l'édition de textes [Chef, c'est louche! Que font-ils vraiment?]. En 1960, ce courant a publié un article anonyme [Anonyme? De plus en plus louche!] dans son journal Programme Communiste: «Auschwitz ou le grand alibi». Réédité sous forme de brochure, il est en vente depuis des années à la fête de LO. Or ce texte est l'un des textes fondateurs des thèses révisionnistes. Il a notamment été diffusé dans les années 70 par La Vieille Taupe, librairie devenue Maison d'édition et quartier général des négateurs de l'extermination des Juifs pendant la guerre [Chef, ce coup-ci on les tient! La Vieille Taupe, après avoir été l'une des librairies gauchistes les plus courues du Quartier Latin, étant devenue 15 ans plus tard un centre négationniste, tous ceux qui ont été diffusés par elle dans sa première période sont donc des négationnistes, ou je mange mon képi! D'ailleurs, chef, ce Karl Marx, il devait bien y avoir ses brochures dans cette librairie?]. Malgré les demandes répétées et les protestations de Ras l'front, Lutte Ouvrière s'est toujours refusée à intervenir pour en empêcher la vente [Serait-elle complice?], au motif qu'elle ne veut pas contrôler ce que vendent les groupes présents à la fête. Pourtant nous estimons que les mensonges révisionnistes ne relèvent pas des débats internes de l'extrême gauche, mais d'une autre logique (...)» (1).

Et après avoir précisé que: «si nous discutons sur les révisionnistes, en analysant leurs mensonges, en démontant leurs raisonnements, nous refusons de discuter avec eux, qu'ils soient d'extrême-droite ou, comme ici, ultra-gauches. Nous n'avons rien à leur répondre et nous ne répondrons pas à leurs délires» (2), le tract de Ras l'front, tente cependant de répondre à ce qu'il affirme péremptoirement être nos «mensonges révisionnistes».

Ras l'front falsificateur

Notre premier mensonge serait de nier la «singularité» du massacre des Juifs, et même de se moquer de ce massacre, à en croire des citations produites par le tract pour susciter l'indignation à notre égard: «Selon les auteurs de la brochure, «si on fait un tel plat» (sic) du génocide, (...). Le massacre des Juifs serait donc «un rideau de fumée» (..)».

Ras l'front utilise la pratique de faussaire (que les staliniens avaient développé jusqu'à la dernière extrémité) qui consiste à citer des bouts de phrase hors de leur contexte. En effet l'introduction à la brochure explique clairement pourquoi «on fait un tel plat», non du massacre des Juifs comme nous le font dire les falsificateurs de Ras l'front, mais de **l'interview** dans «l'Express» en 1978 de Darquier de Pellepoix, ancien Commissaire aux questions juives: cette interview avait été le prétexte au déclenchement d'une énorme campagne de propagande en faveur de la démocratie bourgeoise, qui aurait été menacée par une prétendue résurgence du fascisme et de l'antisémitisme. Le «rideau de fumée» dont nous parlions, n'était pas le massacre des Juifs comme l'affirment les menteurs de Ras l'front, mais «Le rideau de fumée de la campagne actuelle» (titre d'un paragraphe tronqué par nos faussaires), grotesque et hypocrite campagne qui servait à masquer la recrudescence du racisme, des discriminations, des agressions et des intimidations policières à l'encontre de millions de travailleurs immigrés et leurs familles. C'était écrit en toutes lettres et expliqué à longueur de pages: impossible de se tromper pour tout lecteur honnête, même bas du front...

Ras l'front négationniste

Mais pour nos accusateurs il fallait charger la barque afin que notre péché capital apparaisse dans toute son horreur: «Or, si les auteurs de la brochure ne nient pas le génocide, ils prétendent que sa singularité serait fictive». Car, c'est vrai, nous nions que «les crimes du nazisme restent uniques dans l'histoire» - honteuse affirmation de «Ras l'front» à qui la réalité de ce monde capitaliste dans les dernières décennies a malheureusement apporté de nouveaux et sanglants démentis en plus de ceux rappelés il y a plus de vingt ans dans l'introduction à la brochure: il suffit de songer aux massacres des Tutsis au Rwanda, en se souvenant de la complicité criminelle de l'impérialisme français dans la préparation des tueries. Mais il est vrai que l'impérialisme français est une démocratie tout ce qu'il y a de démocratique. Or, affirme le maître à penser Vidal-Naquet dans un ouvrage dont le tract recopie des passages entiers: «A lui seul ce crime [l'extermination des Juifs - NdIR] creuse la distance qui sépare le démocrate du fasciste. Mais, pensent les bordiguistes, il n'en est rien. Il faut donner de l'antisémitisme de l'époque impérialiste, l'explication économique-sociale qui s'impose» (3).

En quelques mots, l'intellectuel de gauche démocrate a défini l'enjeu: le crime commis contre les Juifs suffit à distinguer radicalement le fascisme de la démocratie (nous disons: c'est **l'alibi** de celle-ci) qui ne sont donc pas deux formes différentes d'une même réalité (deux formes de la domination politique de la classe bourgeoise et du capitalisme), mais deux systèmes antagoniques entre lesquels il faut choisir; toute tentative **d'explication matérialiste** des crimes nazis doit donc être repoussée avec la dernière énergie car elle conduit précisément à faire disparaître cette différence qualitative de la démocratie **et donc la justification du soutien à la démocratie**, en démontrant que la racine de ces crimes se trouve dans le système capitaliste lui-même. Mais cela ne suffit pas encore; pour que le raisonnement des démocrates tienne debout, il faut que le caractère unique des crimes nazis ne soit pas remis en question: il est donc obligatoire de faire oublier que les démocraties bourgeoises ont aidé ou au moins vu sans déplaisir la montée de Hitler au pouvoir, que pendant la guerre les démocraties alliées ont refusé obstinément de venir en aide aux Juifs (4), qu'elles sont donc au moins en partie **coresponsables** des massacres; il est indispensable de disculper les États démocratiques de tous leurs crimes, leurs massacres, leurs génocides, de les **nier** ou au moins de les banaliser, de les relativiser: Que dire donc de ces démocrates sinon qu'ils sont, eux aussi, comme tous les idéologues de la bourgeoisie, d'authentiques **négationnistes**?

Ras l'front dans l'embaras

Le deuxième «mensonge» dont nous accuse Ras l'front est d'affirmer qu' «il n'y a pas eu préméditation de l'extermination».

Le lecteur doit savoir que cette question a longtemps divisé les historiens bourgeois; certains, appelés «intentionnalistes», soutenaient que Hitler et les nazis avaient dès le début l'intention de massacrer les Juifs et qu'ils n'ont fait que suivre un plan prémédité dès l'époque de «Mein Kampf». Pratiquement plus personne parmi les historiens sérieux n'adhère aujourd'hui à cette conception. Nous avons déjà eu l'occasion à cet égard de citer l'ouvrage récent d'un professeur israélien - pas le moins du monde bordiguiste ni marxiste - qui affirme que l'émigration des Juifs était l'objectif premier du régime nazi jusqu'à l'automne 41, et que ce n'est que lorsque cette émigration se révéla impossible que le régime se tourna vers leur massacre (5). Encore un menteur?

En fait Ras l'front lui-même se trouve bien embarrassé pour étayer ce qu'il affirme être un «fait têtue et gênant»; les rares éléments qu'il fournit se retournent en effet contre lui: «Le souci productif fera peu à peu son apparition (1941: premier accord entre les SS et les industries allemandes comme IG Farben pour disposer des déportés comme main d'œuvre)»; «Mais Maïdanek et surtout Auschwitz, énormes centres industriels, furent la preuve que l'extermination pouvait côtoyer l'exploitation du travail forcé: l'élimination des faibles, vieillards, femmes, enfants ne laissait subsister que la force de travail». Le moins qu'on puisse dire est que cette fameuse préméditation de l'extermination, réalisée «selon un plan scientifiquement établi et suivant une procédure industrielle», est bien longue à se mettre en œuvre et sa réalisation est bien chaotique (les premières déportations de Juifs datent de 1938, tandis que, selon le tract les premiers massacres ne commencent que 3 ans plus tard dans un premier camp, leur début dans les autres camps s'échelonnant jusqu'en juin 44).

Ne sachant comment se dépêtrer de ces contradictions, «Ras l'front» recopie - mal - à tout hasard un passage où Vidal Naquet, répondant à une autre polémique, explique qu'«un système totalitaire (...) n'est pas un organisme fonctionnant tout uniquement (sic!) sous la conduite d'un chef Dans l'Allemagne nazie, la Gestapo, le Ministère des Affaires étrangères, le Ministère des territoires occupés formaient autant de clans qui n'avaient ni les mêmes intérêts, ni la même politique (...)». La remarque de Vidal Naquet n'est pas fautive, à ceci près qu'il ne cite que quelques «clans» de l'appareil d'État, sans identifier les intérêts économiques déterminants qui, dans un système démocratique tout autant que dans un système totalitaire, sont à l'origine de ces divers clans et qui sont, en dernière analyse, les véritables décideurs des actions de l'État. En tout cas bien malin qui pourrait dire en quoi ce passage peut étayer la thèse de la préméditation du massacre des Juifs par les nazis...

Ras l'front défenseur du capitalisme

Venons-en donc à notre troisième «mensonge», qui est de fournir «une explication prétendument «matérialiste» et économiste du génocide». Nous mettons en gras la phrase qui suit, à défaut de pouvoir l'encadrer, car en quelques mots elle définit parfaitement ce qui distingue radicalement le marxisme de toutes les idéologies, quelles qu'elles soient:

«Autrement dit, selon la brochure, il ne faudrait pas rechercher les racines du génocide dans le domaine des idées, mais dans le fonctionnement de l'économie capitaliste et dans les maux qu'il engendre».

Pour une fois, «Ras l'front» a parfaitement saisi ce que nous disons! Et il s'en indigne aussitôt: «On comprend bien le danger de cette théorie. Il (?) équivaut à nier le caractère raciste et antisémite du génocide et donc son caractère exceptionnel de crime contre l'humanité. Expédiés le racisme, les idées d'extrême-droite et la haine des Juifs. Le génocide n'est aucune manière l'expression d'une idéologie. L'argument est pernicieux. Il ne s'agit pas en soi de la négation des faits, c'est-à-dire de l'extermination, mais de l'explication raciste et antisémite du génocide. Il ne serait qu'une conséquence du fonctionnement capitaliste, un moyen de régulation du capitalisme. Aucun de ces arguments ne tient pourtant la route» (6).

Nous ne doutons pas que les petits-bourgeois démocrates de «Ras l'front» ont bien compris, comme ils l'assurent, le danger d'une position pernicieuse au point de désigner comme coupable des crimes commis par les nazis, non des idées, une idéologie, mais le **capitalisme** lui-même: car le capitalisme, c'est le système économique qui assure leur existence et leur statut social. C'est pourquoi ils déclarent celui-ci non coupable; c'est bien parce qu'ils craignent avant tout une **lutte véritable contre le capitalisme**, contre son fonctionnement et contre les maux qu'il engendre, qu'ils en appellent à une simple lutte contre des idées, contre des idéologies: ces antifascistes idéalistes, comme tous les idéologues, ne sont rien d'autre que des défenseurs du capitalisme!

Antifascisme et lutte anticapitaliste

Pour terminer, «Ras l'front» revendique la lutte contre le fascisme, «danger majeur pour les salariés, les femmes, comme pour les exclus, les minorités (les immigrés..) et le mouvement ouvrier Ils sont les premiers à en souffrir» alors que nous dénoncerions mensongèrement, dans l'antifascisme «un piège pour tous ceux qui luttent»: «Les conséquences plus lointaines de cette théorie étant bien évidemment qu'il ne sert à rien de lutter contre le fascisme, contre les idées d'extrême-droite. Le fascisme en tant que programme (?) n'existerait pas, ne correspondrait à aucune forme politique déterminée (?). Les nazis ne seraient donc qu'un «détail» de l'histoire du capitalisme et de l'impérialisme... Autant d'arguments qui impliquent, de fait, une banalisation de cette période de l'histoire et des catégories politiques (sic) que constituent ces régimes».

Autant d'arguments qui sont des inventions de «Ras l'front». Expliquer que le fascisme est l'une des formes de la domination du capital - la forme de la dictature ouverte, de la lutte sans quartiers de la bourgeoisie contre le prolétariat - n'implique évidemment pas qu'il ne servirait à rien de lutter contre le fascisme, surtout si par fascisme on n'entend pas seulement «des idées d'extrême-droite» mais des forces politiques organisées par la bourgeoisie pour s'attaquer aux organisations prolétariennes, briser les grèves, terroriser les travailleurs, en collaboration avec les forces de répression légales. Mais cela implique que la lutte contre le fascisme ne peut se mener avec l'objectif de maintenir et de consolider une autre forme de la domination du capital - la démocratie - et en alliance avec les partisans de celle-ci. Si elle ne veut pas être illusoire, la lutte contre le fascisme doit être une lutte contre le capitalisme et doit se mener sur une base de classe.

L'antifascisme **démocratique**, qui se présente comme une lutte commune à tous, c'est-à-dire une lutte **inter-classiste**, autour de la défense de la forme démocratique de l'État et du régime bourgeois, est, lui, bel et bien un **piège mortel** pour les prolétaires en lutte. C'est justement parce que, au contraire de «Ras l'front» et cie, nous ne banalisons pas ce qu'a représenté le fascisme (qui n'était pas un programme, mais un mouvement politique au service de la conservation sociale), parce que nous nous efforçons de ne pas oublier les terribles leçons du fascisme et de la lutte contre lui, que nous ne crions pas tous les matins depuis 50 ans au danger fasciste et que nous dénonçons ceux qui depuis 15 ans s'emploient à engluer encore davantage les prolétaires dans le démocratismisme au nom d'une lutte - essentiellement électorale et «d'idées» - contre le Front National.

Non, aujourd'hui, **le danger majeur** pour les salariés, les femmes, les exclus, les minorités, etc. - disons: les prolétaires, **ce n'est pas le fascisme!** Ce n'est pas le Front National qui expulse les prolétaires immigrés, qui licencie, qui s'attaque aux retraites, qui fait baisser les salaires réels, qui renforce la police et couvre ses crimes, mais bien les amis démocrates de «Ras l'front»!

Le danger majeur, c'est le capitalisme, son État démocratique et les forces politiques, grandes ou petites, au gouvernement ou non, parlementaires ou extra-parlementaires, qui se donnent la tâche de le servir et de duper les travailleurs! Le danger majeur, c'est la persistance de la collaboration des classes, alimentée par l'action conjointe de l'opportunisme politique et syndical et du réseau capillaire des institutions démocratiques, qui paralyse le prolétariat et l'empêche de réagir efficacement à l'aggravation continue de son exploitation et à la détérioration croissante de sa situation.

«Ras l'front» et cie fournissent leur contribution au maintien de cette asphyxiante collaboration des classes, en s'efforçant de maintenir en fonction le vieux piège de l'anti-fascisme démocratique. C'est la raison pour laquelle ils combattent ceux qui dénoncent cette escroquerie et qu'ils essayent d'empêcher la diffusion de leurs positions. Derrière ce qui peut apparaître encore pour une simple et obscure lutte d'«idées», ce sont en réalité des positions de classe irréconciliables qui sont enjeu et qui sont destinées à se résoudre demain dans l'affrontement social ouvert.

Alors tous les prolétaires verront Ras l'front de l'autre côté de la barricade, du côté des bourgeois, «fascistes» et «démocrates» enfin réunis...

• • •

[La suite a été publiée dans «le prolétaire» numéro 456, janvier 2001]

Sur le no. 454 (juillet-août-septembre 2000) de ce journal nous avons répondu aux attaques de **Ras l'Front** contre notre

brochure. A peu près au même moment où cette organisation pondait son tract, paraissait en librairie un ouvrage de Valérie Igounet: «Histoire du négationnisme en France» (7). Il s'agit de la version commerciale d'une thèse de doctorat, donc d'un travail universitaire censé présenter toutes les garanties de sérieux, d'objectivité et de rigueur scientifique qui caractériseraient la noble institution universitaire. Et d'ailleurs notre savant professeur se vante dans son introduction de l'intérêt de son étude, qui «réside dans la mise au jour de l'histoire et de l'évolution du négationnisme. Elle permet de comprendre comment des anciens militants de l'ultra-gauche, où l'on compte les plus ardents défenseurs de la lutte anticolonialiste, se sont laissé séduire par un discours antisémite et ont pu se joindre à une extrême droite néonazie. Elle rend compte de l'exception française de l'affaire Faurisson (...). Elle montre les véritables enjeux idéologiques du négationnisme [et son utilisation par le Front National]. Enfin, elle met à mal une méthode de négation attachée à rendre perplexes des personnes de bonne foi», etc. Valérie Igounet prétend donc non seulement écrire l'histoire d'une conception particulière, qu'elle préfère appeler «négationnisme» plutôt que «révisionnisme» car elle relève «d'une idéologie et non d'une démarche scientifique ou même critique»: «la négation de la politique d'extermination nazie à l'encontre des juifs d'Europe» (qui signifie la double «négation de la volonté d'extermination du IIIe Reich» et la «négation de l'anéantissement systématique, massif et industriel de la communauté juive»), mais aussi expliquer le retentissement de cette conception en France et en dévoiler l'enjeu réel, en accordant une place particulière au rôle de l'«ultra-gauche».

Nous n'avons aucunement l'intention de faire ici une critique détaillée de cet ouvrage qui n'a pas la valeur que lui donne son auteur. Pour l'essentiel en effet, il s'agit, conformément à l'historiographie bourgeoise vulgaire, d'une histoire inévitablement superficielle et donc fastidieuse, de quelques **individus** (8), qui ne permet pas de comprendre les raisons et les enjeux véritables des idées et des positions prises par les uns et les autres. Non qu'Igounet ne donne pas une explication du négationnisme, et n'indique pas les orientations politiques qui ont présidé à son travail; mais, et c'est ce qui nous intéresse de mettre en lumière, cette explication et ces orientations qui ne sont bien évidemment pas propres à cette seule historienne, ont pour fonction de contribuer à alimenter le rideau de fumée de l'idéologie dominante, sous la forme de la fausse alternative: fascisme contre démocratie. Plus précisément, cet ouvrage, qui se veut de référence, a pour but implicite de démontrer l'existence d'un adversaire de la démocratie, à l'œuvre de façon quasi-ininterrompue depuis la fin de la guerre mondiale et la défaite des nazis: le négationnisme, réunissant en France extrême-droite et ultra-gauche. Les attaques contre notre brochure et notre mouvement y tiennent une place de choix.

Défense d'Israël

Au dos de la couverture du livre on peut lire qu' «un des buts politiques [du négationnisme] ne tarde pas à se révéler: il s'agit en France comme dans les autres pays où le négationnisme s'est répandu, de nier les fondements historiques de l'Etat israélien». Dans l'introduction, Igounet explique: «Contemporain de la naissance d'Israël, le négationnisme représente, dès ses origines, de véritables enjeux idéologiques». A savoir: «Le négationnisme veut délivrer un message fondamental: les juifs ont menti afin de culpabiliser l'Occident et permettre la création de leur Etat».

Plus précisément, l'antisémitisme, l'antisionisme et l'anticommunisme, constituent «les sens politiques du négationnisme d'extrême-droite». Si, de leur côté, les négationnistes d'ultra-gauche affirment lutter contre l'illusion d'une «opposition entre les démocraties et les régimes totalitaires», «ils ajoutent un combat, commun à l'extrême droite, à leur lutte contre le mensonge du Capital: la lutte contre l'Etat «impérialiste sioniste». Le contexte international participe à cette dénonciation (...) [charte de l'OLP de 1964 dont l'objectif est la destruction de l'Etat d'Israël, résolution de l'ONU de 1975 qui assimile le sionisme au racisme]. Au nom de l'anti-impérialisme et de l'antiracisme, certains se revendiquent antisionistes et s'insurgent contre le «nationalisme juif» tout en rejetant toute idée d'antisémitisme. Le noyau négationniste d'ultra-gauche va suivre ce cheminement idéologique et va expliquer que de la sacralisation de la Shoah résulte un nouvel Etat souverain, Israël, qui, depuis sa fondation, a utilisé la référence du génocide afin d'excuser ses exactions. (...) A plusieurs reprises le glissement de l'antisionisme vers l'antisémitisme sera réel».

C'est donc l'opposition à l'Etat d'Israël, qui, selon notre historienne, serait la source et la cause principale du négationnisme, ce serait l'**antisionisme** - l'opposition au colonialisme et à l'expansionnisme israélien dont le **sionisme** constitue l'idéologie et le programme - qui expliquerait la convergence entre l'extrême droite et cette ultra-gauche.

Qu'est-ce là sinon le vieil argument éculé des partisans de l'Etat hébreu affirmant, pour le discréditer, que l'antisionisme n'est qu'une variété de l'antisémitisme? Igounet n'apporte aucun commencement de preuve à cet argument qu'elle détruit elle-même sans s'en apercevoir en écrivant, dans la phrase qui suit, que «La propagande négationniste contemporaine pense légitimer son discours en recourant à l'antisionisme. (...) Cet «antisionisme» spécifique à deux idéologies [extrême droite et ultra-gauche- NdIR] s'arroge une cause, la défense des Palestiniens, qui devient son alibi, son estampille d'antiracisme»: autrement dit, l'antisionisme véritable, sans guillemets, est bien un antiracisme, une cause légitime, et c'est pourquoi certains antisémites essaieraient de se camoufler derrière une variété spécifique de celui-ci! (9)

Pour essayer de faire tenir son affirmation, Igounet est obligée d'«oublier» que l'extrême droite est bien davantage caractérisée par le racisme anti-arabe que par l'antisionisme ou le soutien aux palestiniens; elle est obligée d' «oublier» que c'est ce racisme anti-arabe qui a été le moteur de la progression du Front National, en particulier parmi les Pieds Noirs - y compris parmi les Pieds Noirs juifs; d' «oublier» que Le Pen était fier de se désigner comme un «ami d'Israël» ou que, au milieu des années 80, le vice-président de l'Association parlementaire France-Israël était un élu, juif, du F.N. (10).

La création de l'Etat d'Israël n'est pas dû à un quelconque sentiment de culpabilité de l'Occident (!) ou à une sacralisation de la Shoah, car ce ne sont pas des sentiments ou des idées qui déterminent les agissements des Etats (et a fortiori qui président à leur création et constituent leur fondement historique), mais des intérêts matériels bien précis, qu'ils soient directement économiques ou politiques. La création d'Israël répondait aux besoins de l'impérialisme: d'une part, dans le cadre des gigantesques transferts de population que les impérialismes victorieux ont réalisé en Europe après 1945 (**purification ethnique** forcée qui a vu la déportation de millions de personnes), en résolvant le «problème juif» par le départ de cette population survivante vers un territoire extra-européen (chose que les impérialismes occidentaux avaient refusé aux nazis avant guerre); d'autre part en constituant au Moyen-Orient un Etat dont les sionistes donnaient l'assurance qu'il serait le défenseur des intérêts impérialistes dans la région (11).

Si les populations juives ont afflué volontairement en Israël, ce n'est pas parce qu'elles étaient convaincues par l'**idéologie** sioniste, ni même à cause de la terrible épreuve du nazisme, mais tout simplement parce qu'elles n'avaient pas d'autre endroit où aller! On sait d'ailleurs que pour accélérer ce mouvement les terroristes sionistes n'hésitaient pas à faire exploser des bombes dans des synagogues afin de faire immigrer en Israël les Juifs des pays arabes. Il n'empêche que l'idéologie joue un rôle considérable dans la mobilisation des individus et que la bourgeoisie ne peut s'en passer. Chaque classe dominante utilise donc toutes les ressources de ses institutions (Eglise, Ecole, médias, etc.) pour élaborer et diffuser en permanence parmi les exploités et parmi toute la population une propagande destinée à leur faire accepter et défendre «spontanément» l'ordre établi. L'idéologie officielle de l'Etat israélien repose bien évidemment, outre la religion, sur le génocide nazi, sur la «sacralisation de la Shoah», dont il tire non seulement sa légitimité sur la scène internationale, mais surtout qu'il utilise pour cimenter l'union interne entre les classes, pour faire accepter à sa population un état de guerre permanent et un militarisme omniprésent. C'est la raison pour laquelle les défenseurs de l'Etat israélien, qu'ils soient idéologues ou historiens (les historiens bourgeois sont toujours des idéologues), ne veulent et ne peuvent voir, dans les révisions ou négations du massacre des Juifs, rien d'autre qu'une attaque menaçante contre cet Etat.

Anti-matérialisme et démocratie

Igounet consacre plusieurs chapitres à un groupe de l'ultra-gauche (autour de la librairie parisienne «La vieille Taupe») qui, selon elle, se rallia au négationnisme sous l'influence particulièrement pernicieuse des «thèses d'Amadeo Bordiga» (12), en particulier le rejet de l'antifascisme. Ces éléments poussent en effet le vice jusqu'à reproduire et mettre en vente au début des années 70 notre article de 1960 «Auschwitz ou le grand alibi». Or cet «opuscule est à l'origine de l'interprétation hypermatérialiste du génocide juif et, par là même [sic], de l'interprétation relativiste que les militants de la Vieille Taupe font de celui-ci» (13).

Quel est en effet le pêché rédhibitoire de ce texte, d'après notre historienne? - Son **matérialisme**: «Sans remettre en cause la réalité du génocide juif, [les disciples d'Amadeo Bordiga] adoptent envers l'événement une conception purement matérialiste» (horreur!): «Le Capital est la cause de l'élimination des juifs. Il a massacré le peuple juif et a,

ensuite, justifié la Seconde Guerre mondiale par l'horreur de ce massacre. Auschwitz n'est donc qu'un alibi, utile au capitalisme, pour justifier son exploitation de la classe prolétarienne». «(...) Le capitalisme est le seul responsable de la mort des juifs. (...) Le génocide ne relève plus de l'antisémitisme mais du calcul du Capital. La volonté d'extermination de Hitler, déterminée par la férocité de sa haine envers le peuple juif est indéniablement occultée, car sa mise en avant participe à la mystification. L'une des conséquences de cette conception est qu'Auschwitz n'est plus considéré comme un événement inimaginable [?] (...) Le système hitlérien était incomparable [sic] à cause de son massacre raciste, prémédité et industriel. L'analyse bordiguiste occulte délibérément ce triple caractère et accuse les puissances vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale d'exploiter l'interprétation manichéenne du génocide entièrement fictive, née à la suite du procès de Nuremberg. (...)».

Si la conséquence de notre conception est qu'Auschwitz (c'est-à-dire le massacre en masse des Juifs) n'est pas un événement inimaginable (Igounet veut sans doute dire: exceptionnel, extraordinaire, sans exemple, etc.) comment est-il alors possible de voir dans cette conception un fondement du négationnisme, conception selon laquelle il s'agit justement d'un événement inimaginable, irréel, fictif?

Notons que la dernière accusation qui nous est attribuée, y compris la curieuse notion d'«interprétation manichéenne entièrement fictive, née à la suite du procès de Nuremberg», est rajoutée par Igounet pour les besoins de sa cause: contrairement aux nostalgiques du fascisme auxquels l'historienne voudrait bien nous assimiler, notre analyse ne vise pas à disculper un impérialisme (allemand) en rejetant sur un autre («les puissances vainqueurs») l'invention de crimes entièrement fictifs, mais à expliquer que le système capitaliste est responsable de ces crimes malheureusement trop réels; contrairement aux démocrates, notre analyse accuse **tous les impérialismes**, fascistes ou démocratiques. C'est bien là où le bât blesse, comme nous le voyons en continuant la citation: «Ciment de l'antifascisme, car incarnation de l'horreur absolue, Auschwitz représente une coupure radicale dans l'histoire du XXe siècle et établit une distinction irréductible entre les démocraties et le régime nazi. En banalisant Auschwitz avec un discours aussi réducteur, certains ultra-gauchistes parviennent à mettre sur le même plan les démocraties bourgeoises et les régimes totalitaires».

Nous y voilà! C'est Auschwitz qui prouve la distinction fondamentale entre démocratie et nazisme, c'est Auschwitz qui constitue bel et bien **l'alibi** en béton (ou en ciment) de la démocratie!

Notre texte s'emploie à réfuter cet alibi, d'une part sur le plan de l'analyse théorique en montrant qu'Auschwitz est le produit du mode de production capitaliste dont fascisme et démocratie ne sont que deux modes de gouvernement interchangeables par la bourgeoisie selon l'évolution des situations politico-sociales; d'autre part sur le plan des faits, en rappelant, outre les nombreux autres massacres et génocides commis par le capitalisme y compris français encore récemment, que les impérialismes démocratiques occidentaux, **en toute connaissance de cause**, ont laissé les nazis massacrer les Juifs (et autres), ont refusé d'accueillir ces derniers, ont refusé de bouger le petit doigt pour les sauver! L'historienne a lu notre brochure, elle a lu ces pages, mais comme elle ne peut les contester, elle préfère se taire, elle préfère cacher cette partie de l'histoire qui la gêne: tout bardés qu'ils soient de diplômes universitaires - ou plutôt **d'autant plus qu'ils** sont bardés de ces diplômes - les démocrates sont obligés de **déformer**, de **nier** l'histoire afin de défendre le système bourgeois, et leur place dans ce système.

En outre, le danger est plus profond qu'il n'y paraît, s'alarme l'historienne: «Cette interprétation n'est pas isolée au sein de l'extrême gauche française. Aux lendemains de la guerre des Six Jours [guerre entre Israël et l'Égypte], on peut lire dans la presse communiste» [sic!: en réalité sur les colonnes de «L'Humanité»] que la «discrimination raciale, l'antisémitisme sont le fait de la réaction des classes sociales exploiteuses - et non pas le fait de tel ou tel peuple en tant que tel (...). Les massacres d'Auschwitz, de Buchenwald, etc., furent le fait du fascisme, c'est-à-dire de la forme la plus bestiale du capitalisme. Pendant une longue période, le marxisme a éludé le problème du racisme en l'analysant sous l'angle économique - la lutte des classes - plutôt que sous l'angle historico-culturel [?]. C'est cette évolution, propre au discours d'une certaine extrême gauche française, que les militants de la Vieille Taupe ont entreprise [?]. En considérant Auschwitz comme un alibi, certains trouvent une garantie pour leur survie idéologique. A leurs yeux, le capitalisme assure l'entière responsabilité de la Seconde Guerre Mondiale. Il a minimisé, maquillé, refoulé ses crimes par l'introduction fictive, dans l'histoire, de la chambre à gaz.»

Selon Igounet le mal est ainsi le **marxisme** - du moins tant qu'il n'a pas renoncé à la lutte des classes, c'est-à-dire cessé d'être marxisme - parce qu'il rend le capitalisme entièrement responsable de la guerre, du fascisme, (au lieu d'y voir la responsabilité d'un peuple, d'une culture, de mauvaises idées ou de la méchanceté de dirigeants, bref de tout sauf de

ce système), marxisme qui arrive à contaminer, dans les périodes anti-israéliennes, jusqu'au PCF! En rendant (faussement) le capitalisme responsable des massacres et de la guerre, «ce discours hyperrationaliste» [sic] aurait ainsi pour fonction de garantir et de légitimer les positions révolutionnaires, anti-capitalistes, en même temps qu'il déboucherait sur la négation des chambres à gaz, c'est-à-dire sur la négation des crimes inimaginables et incomparables du fascisme (considéré comme quelque chose d'étranger au capitalisme).

Dès qu'elle sort du champ étroit de la simple chronique des faits et gestes d'individus pour énoncer des conclusions politiques générales, notre historienne ne se soucie pas le moins du monde d'étayer ses affirmations ou ses interprétations, qui relèvent de la propagande démocratique bourgeoise la plus banale. La raison en est simple: derrière l'apparence objective, tout son travail n'est rien d'autre qu'une contribution, plutôt grossière, à la consolidation de l'**idéologie dominante** au service de la défense du capitalisme. Or, comme elle le rappelle elle-même, l'idéologie est par définition l'opposé d'une «démarche scientifique ou même critique» C'est la raison pour l'adversaire mortel de toutes les idéologies et de tous les idéologues est le **matérialisme**.

• • •

[La suite de cet article a été publiée dans le numéro 457 du «le prolétaire» avril-mai-juin 2001]

Perversité du «bordiguisme»

Valérie Igounet estime qu'il existe une spécificité française et qu'elle est constituée par l'affaire Faurisson: le soutien accordé dans les années 80 à ce professeur passablement réac qui nie l'existence des chambres à gaz et trouve des excuses à Hitler dans l'attitude hostile des Juifs à son endroit, par des éléments qu'elle dit influencés par le «bordiguisme». Les bourgeois, historiens ou non, ne peuvent s'empêcher de personnifier les positions politiques car ils ne voient dans les événements que l'action de quelques grands hommes imposant leur volonté toute puissante à des troupeaux humains. Les «thèses de Bordiga» ne sont rien d'autre que les véritables positions classistes, positions qui dépassent les individus particuliers qui les expriment à un moment ou un autre de l'histoire. Mais faire comprendre cela à une historienne est au-dessus des forces humaines!

Quant à l'idée que ces négationnistes soient ou aient été plus ou moins proches de nous, elle est réfutée par les intéressés eux-mêmes; ce qui, et ce n'est pas un hasard, avait séduit certains dans la mouvance d'où ils sont issus, c'est bien davantage la déviation intellectualiste et anti-parti représentée par la revue «Invariance» dont les animateurs avaient rompu avec notre organisation au milieu des années 60 ([14](#)).

Igounet reconnaît comme à contrecœur que, dans le milieu qu'elle qualifie d'ultra-gauche, quelques critiques se sont élevées contre Faurisson et les «groupuscules» («La Guerre Sociale», principalement) qui le soutiennent. À ce propos elle écrit que «la critique du Parti Communiste International [contre ces derniers] doit être éclaircie» ([15](#)), et elle va même jusqu'à citer quelques phrases d'articles du «Prolétaire», admettant - il serait difficile de faire autrement - qu'il n'y avait pas «intégration des thèses faurissonniennes». Mais elle le fait d'une façon telle que notre critique semble se résumer à l'accusation, en apparence abstraite et sans grande portée, que «La Guerre Sociale» était aussi anti-matérialiste que les démocrates: en fait, au lieu d'éclaircir notre position, elle la **cache**.

Pour que notre critique soit effectivement éclaircie, nous allons citer un peu plus largement l'un de ces articles; il semble en effet écrit tout exprès pour réfuter vingt ans à l'avance les stupidités haineuses de notre historienne et de toute la confrérie des dénonciateurs de «bordiguisme».

Il s'agissait d'une critique d'un tract du groupe susnommé qui, prétendant combattre l'antifascisme démocratique, posait en fait le problème à l'envers: «Au lieu de dénoncer le **contenu réel** de la démocratie et d'éveiller la révolte des ouvriers contre **toutes les formes** de la domination capitaliste. ils s'appliquent à montrer que le fascisme n'est pas pire que la démocratie, ce qui **banalise** finalement toute l'exploitation et toute l'oppression bourgeoises. Au lieu de mettre la démocratie en accusation, ils en arrivent quasiment à excuser le fascisme, et à reprocher aux démocrates d'«inventer» les crimes de la dictature ouverte de la bourgeoisie. Cette absurdité est due au fait que, même s'il leur arrive de copier des phrases marxistes, ces gens sont des idéalistes qui ont la **même conception** anti-matérialiste de l'histoire que le démocrate bourgeois vulgaire. D'où leur acharnement stupide, inexplicable autrement, à nier à toute force l'existence des chambres à gaz dans les camps d'extermination. Pourquoi y tiennent-ils au point d'en faire

presque une conception de principe? Pour le philistin démocrate, l'extermination des Juifs est **l'horreur inexplicable** par essence, le «crime gratuit» des «monstres» nazis. Nos braves anarchistes et anarchisants ne comprennent pas plus qu'eux, ils voient les faits de la même façon. Et comme ils les dérangent, ils nient qu'ils aient eu lieu. (...) En réalité personne n'a besoin d'«inventer» des horreurs et il est difficile d'«exagérer»: le capitalisme en produit beaucoup plus que l'imagination ne saurait le faire. Le tout est de savoir **quelle attitude** on a devant des horreurs. (...) Le prolétariat ne nie pas la réalité des tortures, massacres et exterminations, même s'il n'est pas le seul à les subir. Il ne nie pas les horreurs innombrables perpétrées par la bourgeoisie, mais il montre leur cause réelle. Ce qui - attention! - ne veut pas dire qu'il absout les agents d'exécution. Ces horreurs ne le laissent nullement indifférent, elle suscitent sa **haine** et sa **volonté** de les combattre. Mais il ne peut les combattre vraiment qu'en se plaçant sur son terrain **de classe**, avec sa perspective de classe et ses armes de classe, et non pas en s'alliant avec des forces qui en réalité visent à le paralyser et à le soumettre à l'ordre bourgeois» [\(16\)](#).

À l'évidence Igounet ne peut évoquer notre analyse qui est sans aucune équivoque, car sinon il lui serait impossible de continuer à nous accuser. Elle ne pourrait affirmer péremptoirement: «ces quelques critiques ne doivent pas occulter une attirance de l'ultra- et de l'extrême gauches françaises pour la négation du génocide juif», attirance dont elle veut voir la preuve entre autres dans notre présence et la vente de notre brochure dans les fêtes de Lutte Ouvrière en dépit des protestations de «Ras le Front» [\(17\)](#). Devant tant de malhonnêteté flagrante, le lecteur appréciera tout le sel de la mélancolique réflexion de l'historienne: «les critiques initiales de la gauche marxiste, vis-à-vis de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale, auraient pu être plus opérantes si elles n'avaient pas été perverties par deux systèmes de pensée: le bordiguisme et le négationnisme» [\(18\)](#).

Il y a des coups de pied au cul qui se perdent...

Les négationnistes, alibi des démocrates

Nous sommes d'accord sur un point avec notre accusatrice qui fait mine de soupirer après un marxisme bien gentil, non perverti par les matérialistes attachés à la lutte des classes: il y a bien une certaine «spécificité française» (bien qu'à la vérité elle soit toute relative). En effet, s'il existe, en petit nombre, des négationnistes dans différents pays (ils sont les plus nombreux aux États-Unis), c'est seulement en France, ou presque seulement, qu'ils viennent périodiquement sur le devant de la scène médiatique, c'est seulement en France qu'ils provoquent des affaires retentissantes - et c'est seulement en France qu'on peut faire carrière en écrivant de gros livres à leur sujet.

Si régulièrement les médias montent en épingle les négationnistes, s'ils font grand tapage autour d'eux, non sans doute pour les approuver mais pour se scandaliser bruyamment de leurs activités, c'est parce qu'ils sont utiles à la bourgeoisie française, parce qu'ils remplissent une fonction nécessaire à son système politique, au point que s'ils n'existaient pas il faudrait les inventer - et d'ailleurs ils ont été créés en tant que courant par ces mêmes médias qui les ont fait connaître au grand public! L'antifascisme démocratique, cette union interclassiste pour défendre une forme de l'État bourgeois, faire renoncer le prolétariat à ses intérêts de classe et l'enrôler dans la guerre impérialiste, est en effet, aujourd'hui encore, un élément fondamental de l'idéologie officielle en France.

Mais au fur et à mesure que l'époque de la guerre s'estompe et avec elle le souvenir du nazisme, l'antifascisme démocratique a besoin d'être réactivé par des campagnes d'opinion périodiques qui doivent faire croire à l'existence d'une menace fasciste et à un renouveau de l'antisémitisme. C'était ce qui s'était passé au moment où l'article «Auschwitz...» avait paru sur Programme Communiste, c'était ce qui s'était passé lorsqu'il avait été publié en brochure pour la première fois (dans ce dernier cas c'est la publication par «l'Express» d'une interview de l'ancien Commissaire aux questions juives, qui avait déclenché une campagne d'opinion). Depuis lors ces mobilisations idéologiques ont pris de l'ampleur sous le prétexte de la poussée électorale du Front National, au point que se sont constituées des organisations dont le seul objectif est de diffuser l'antifascisme démocratique («Ras le Front»).

De plus, et c'est peut-être là où réside la spécificité française, cette idéologie est aussi utilisée par la bourgeoisie française sur le plan de la politique extérieure, vis-à-vis de l'éternel rival allemand. Le mythe de la France antifasciste et, corollairement, du caractère «antinationnal» du régime pétainiste, a été à nouveau spectaculairement réaffirmé lors du procès Papon; ce dernier a été condamné pour **complicité** de crime de génocide - complicité avec les Allemands - parce que, par définition, un haut fonctionnaire français ne peut être accusé de crime de génocide, car cela serait reconnaître la responsabilité historique de l'État français (et de la classe dominante). Seule l'Allemagne est

éternellement responsable de ce crime imprescriptible et, pour se racheter, elle doit manifester les plus grandes attentions à l'égard des intérêts de la vertueuse France, victime innocente de la barbarie germanique.

L'enjeu des campagnes démocratiques récurrentes contre une prétendue menace fasciste, contre un regain de l'antisémitisme, c'est aussi de banaliser ou d'occulter la diffusion, par les institutions bourgeoises, du **racisme anti-immigrés** et plus généralement de la xénophobie et des divisions raciales parmi les prolétaires et les masses exploitées: ce racisme-là, quotidien, ne fait pas la une des médias, sauf quand il s'agit de dénoncer des réactions violentes de jeunes prolétaires ou de détourner sur le terrain démocratique inoffensif une éventuelle mobilisation, parce que, provoquant la division et donc la paralysie de la classe ouvrière, c'est un des piliers majeurs de la domination bourgeoise sur le prolétariat.

Dans ces conditions, les «négationnistes», ceux qui nient les crimes de l'Allemagne nazie, tombent à pic pour constituer une nouvelle preuve de la menace toujours résurgente du fascisme (et de la menace allemande) qui justifie la mobilisation interclassiste pour la défense de la démocratie française. La présence à leurs côtés d'éléments «ultra-gauches» qui se réfèrent très vaguement à la critique marxiste faite par notre courant de l'antifascisme démocratique, représente une aubaine supplémentaire pour les chiens de garde idéologiques de la bourgeoisie.

Quelle meilleure opportunité, en effet, pour faire croire à une convergence des extrémistes anti-démocrates des deux bords, à la chute inévitable du marxisme intransigeant dans les perversions totalitaires, quelle meilleure opportunité pour une campagne préventive **contre l'indépendance de classe du prolétariat, de ses luttes et de ses organisations?**

Shoah business

Il est un autre aspect qui donne un éclairage singulier à l'ouvrage d'Igounet: c'est ce que certains historiens appellent le «Shoah business», le business du génocide tout particulièrement actif aux États-Unis, mais qui existe aussi en Europe. Des ouvrages américains récents, écrits par des auteurs qui ne sont ni des négationnistes antisémites, ni des marxistes pervers par la lecture de nos publications, ont étudié l'histoire de la commémoration du génocide juif. S'appuyant également sur les «nouveaux historiens» israéliens qui décrivent comment les dirigeants de cet État «ont utilisé la Shoah pour renforcer l'État juif», ils montrent que la mémoire de l'Holocauste est «une construction idéologique» (19) et qu'au début des années 70 s'est créée aux États-Unis une «industrie de l'holocauste» dont l'un des piliers est le caractère soi-disant unique du massacre des Juifs par les nazis.

Finkelstein, fils de survivants du ghetto de Varsovie - qu'il est donc difficile d'accuser d'antisémitisme -, affirme dans son livre que «la place du génocide juif dans le discours public des dirigeants Juifs américains est historiquement déterminée, non par l'intérêt des victimes survivantes, mais par le loyalisme à l'égard du gouvernement américain» (20). D'après lui: «Le système de l'Holocauste repose sur deux dogmes centraux: 1,) l'Holocauste constitue un événement historique unique; 2) l'Holocauste constitue le point culminant de la haine irrationnelle (...) envers les Juifs».

«(...) L'unicité est une donnée première dans le système de l'Holocauste. La tâche désignée [de ceux qui écrivent sur ce sujet -NdLR] est d'en apporter des preuves, alors que l'expression d'un doute équivaut à du négationnisme. (...) De l'holocauste phénomène unique à l'Holocauste qu'on ne peut apprécier rationnellement, il n'y a qu'un pas. Si l'Holocauste est sans précédent dans l'histoire, sa place est au dessus de l'histoire et il n'est donc pas possible de le comprendre par l'histoire. (...) Selon cette vision, la compréhension rationnelle de l'Holocauste équivaut à sa négation. Car la rationalité conduit à nier l'unicité et le mystère de l'Holocauste» (21).

On comprend ainsi mieux l'origine des attaques d'Igounet et d'autres (de Ras l'Front à Mouvement Communiste) contre l'«hyper-rationalisme» de notre conception, contre notre effort pour expliquer de façon matérialiste ces tragiques événements, et l'accusation bizarre que cela conduirait à ce qu'Auschwitz ne soit plus un événement «inimaginable»: c'est l'écho ici de la puissante propagande développée là-bas.

Finkelstein ne se gêne pas pour affirmer que le concept d'«unicité de la Shoah» est une «mystification», «intellectuellement vide et moralement indigne», parce qu'il interdit par exemple de faire le moindre rapport entre Auschwitz et Hiroshima, ou entre le massacre des Juifs et celui des Arméniens. Ce concept est, selon lui, la base d'un véritable business (une **industrie**, écrit-il) dont profitent non seulement des intellectuels de renom se livrant à une véritable «escroquerie intellectuelle», mais qui permet surtout aux organisations américaines juives de se livrer à un

véritable «racket» pour obtenir des réparations de divers pays et institutions européennes. Les sommes ainsi obtenues sont pour l'essentiel conservées par ces organisations au lieu d'être distribuées aux familles des victimes (ce qu'il appelle la «**double extorsion**»). Enfin, l'exploitation idéologique du souvenir du génocide est utilisée par «un pays doté d'une puissance militaire parmi les plus redoutables, présentant un dossier désastreux en matière des droits de l'homme» - Israël -, pour se présenter en État-victime.

En remettant en cause le caractère **unique** du massacre de masse des Juifs par les nazis et en dénonçant avec virulence l'utilisation et la «sacralisation» hypocrites de ce massacre depuis quelques décennies, ces auteurs - dont les ouvrages ont provoqué un beau scandale mais qui n'ont pas été réfutés - sapent complètement deux des piliers de la construction idéologique de notre historienne et donc de l'accusation qu'avec tous les démocrates elle porte contre nous et contre le marxisme.

Il ne faut pas aller chercher bien loin pour voir s'écrouler le dernier pilier et l'édifice complet.

Annexe: et les chambres à gaz?

Valérie Igounet publie en effet en annexe de son ouvrage le texte complet d'un entretien avec un certain J.C. Pressac dont elle a utilisé les archives. Collaborateur dans un premier temps de Faurisson, cet ancien négationniste s'est convaincu au cours de ses recherches de l'erreur de ce dernier. Il a alors publié un ouvrage technique qui a été salué par la presse comme apportant, pour la première fois, la preuve irréfutable de l'existence des chambres à gaz dans les camps nazis. Étudiant les plans des installations d'Auschwitz, Pressac conclut cependant que leur transformation homicide irréfutable a été effectuée après leur construction et leur mise en service: «Les premiers résultats obtenus furent de deux socles. Concernant l'histoire du camp, la démonstration que les crématoires avaient été projetés comme des installations sanitaires normales, puis aménagés en centres de liquidation des «Juifs inaptes au travail», c'est-à-dire les femmes, les enfants et les vieillards. (...) La transformation criminelle fut entreprise fin novembre 1942».

Pressac établit ainsi qu'il n'y a pas trace d'une volonté exterminatrice qui aurait caractérisé le régime nazi depuis ses origines (ou même avant, depuis la fondation du parti nazi), puisque les «chambres à gaz homicides» lorsqu'elles existent (leur date de mise en fonction est échelonnée selon les camps) ont été le résultat d'une modification d'installations antérieures, prévues pour un autre usage (désinfection). Il révisé aussi à la baisse les estimations du nombre réel de victimes dans les camps de concentration et il avance que «le coefficient multiplicateur émotionnel [des estimations antérieures par rapport à la réalité] varie de 2 à 7 et est en moyenne de 4 à 5». Résumant les conclusions de ces travaux il écrit «Quant au massacre des, Juifs, plusieurs notions fondamentales doivent être entièrement reprises. Les chiffres avancés sont à revoir de fond en comble. Le terme de «génocide» ne convient plus (...). Il faut abandonner le concept d'une extermination systématique programmée dès l'origine. Il y eut plutôt une radicalisation progressive, imposée par la guerre qui elle-même exacerbait l'antisémitisme violent de Hitler et de son entourage direct. Des mesures de plus en plus coercitives, de plus en plus drastiques, furent élaborées et appliquées pour aboutir en avril 1942 au «massacre de masse»» [\(22\)](#).

Si ce n'est pas là, d'une certaine façon, la confirmation d'un des points qui nous vaut l'accusation d'être à l'origine du négationnisme (le fait que le massacre des Juifs n'a pas été la conséquence, planifiée longtemps à l'avance, des mauvaises idées des nazis, mais la conséquence de la situation dans laquelle se trouvait le capitalisme allemand), qu'est-ce que c'est? Et si, d'autre part, nos adversaires nous accusent de réviser l'histoire officielle en y appliquant un réductionnisme marxiste qui ouvrirait la voie à la négation du génocide, que ne devraient-ils pas dire de ce Pressac?

Mais il est vrai que celui-ci n'est pas un marxiste, mais un bourgeois conservateur: ses propos sont peut-être dérangeants, ils ne sont pas dangereux...

• • •

De toutes les disciplines l'histoire est sans doute celle qui peut le moins se prétendre au-dessus de la société et de ses conflits de classes et d'État, ne serait-ce que parce qu'elle ne peut se contenter de collecter et rassembler des «faits bruts», mais doit les ordonner et les interpréter selon une analyse bien précise. Le marxisme, c'est-à-dire le matérialisme historique, est le seul à pouvoir faire une analyse correcte des événements, le seul à pouvoir percer le

brouillard des idéologies qui voile et déforme les causes et le sens des actions humaines dans les sociétés divisées en classes antagoniques. Cela ne signifie pas que son rôle est de faire triompher la vérité sur les mensonges de l'idéologie bourgeoise, car ce triomphe nous l'attendons non du choc des idées, mais de **l'affrontement de classe** poussé jusqu'à sa conclusion ultime, le renversement des États bourgeois et l'instauration de la dictature internationale du prolétariat, étape indispensable pour déraciner le capitalisme et ouvrir la voie à la société communiste. Mais en dissipant les rideaux de fumée de l'idéologie bourgeoise, le marxisme permet à l'avant-garde prolétarienne, organisée dans son parti de classe, de diriger cet affrontement en évitant tous les traquenards tendus par la classe ennemie, grâce aux leçons des batailles passées, des victoires comme des défaites.

La polémique contre la série bigarrée de nos adversaires sur cette question cruciale qui fit dévier le mouvement communiste - la lutte contre le fascisme et l'attitude à avoir vis-à-vis de la démocratie bourgeoise - n'a donc rien d'académique ou de littéraire: il s'agit rien moins que de la défense des positions cardinales du marxisme, la défense de la nécessité absolue de l'indépendance de classe du prolétariat, la défense de la position anti-démocratique de la lutte prolétarienne. Cette polémique se mène aujourd'hui à coups de tracts, d'articles ou de livres, donc sur un plan, semble-t-il, désincarné, sur le plan seul des idées. Il ne faut pas s'y tromper: demain l'adversaire utilisera des moyens plus «matériels» en sus de ses moyens «idéologiques» et politiques, pour combattre les marxistes et empêcher qu'ils «pervertissent» les prolétaires. La classe ouvrière devra répondre également par toute la gamme des moyens à sa disposition, sans reculer devant le recours à la force, sans regretter le temps «heureux» où la bourgeoisie l'exploitait et la dominait démocratiquement.

Et c'est sur ce terrain, sur le terrain de la **force ouverte, classe contre classe**, que finalement se décidera l'issue de la polémique - et l'avenir de l'humanité!

Notes:

1. Tract «rédigé par des militants de Ras l'front 18» Tous les passages en Helvetica qui suivent sont, sauf affirmation contraire, tirés de ce tract.
2. Cette curieuse précision n'est pas faite par hasard: elle a pour but, non de nous refuser une discussion démocratique que nous n'avons jamais envisagé de lui proposer, mais de dissuader les propres militants et sympathisants de «Ras l'front» de prendre connaissance de nos positions et d'en discuter, de la même façon que les staliniens traitaient les révolutionnaires d'«hitlériens», de «provocateurs fascistes», etc., afin d'empêcher tout contact avec ceux-ci, et de justifier leur mise à l'écart expéditive. On pourrait citer ainsi la fière réplique d'un militant de Ras l'front dans une réunion parisienne à la question de savoir s'il avait lu la brochure qu'il venait de dénoncer dans son intervention: «je ne lis pas la littérature de merde!»
3. cfp. Vidal Naquet, «Les assassins de la mémoire», La Découverte, 1995. Historien spécialiste de l'antiquité grecque, Vidal Naquet qui est aussi directeur des Archives Juives de Paris, est un intellectuel de gauche célèbre.
4. La brochure relate l'affaire de Joël Brandt qui, avec l'accord de Himmler, avait tenté sans succès d'intercéder auprès des autorités alliées pour qu'elles sauvent des Juifs (il s'agissait de négocier l'exil d'un million de Juifs). Vidal Naquet essaye de relativiser cette affaire en y voyant simplement une manœuvre du chef SS qui sentait la guerre perdue. S'il est évident qu'il y avait une manœuvre, il est tout aussi évident que les Alliés ont froidement refusé d'accueillir le moindre de ces Juifs! Nous renvoyons à notre article sur le n° 440 de ce journal où sont reportés d'autres faits du même genre, accablants pour les «Démocraties».
5. Yehuda Bauer, «Juifs à vendre?», Ed. Liana Levi, 1996. Cité dans le «Prolétaire» n° 440. Le professeur ajoutait aussi, comme notre brochure, que même une fois le massacre commencé, les nazis auraient pu changer de politique ils ont fait des ouvertures auprès des Alliés pour faire émigrer les Juifs contre diverses contreparties; mais si les Juifs étaient à vendre par les Nazis, personne, en face, dans le camp des Démocraties, n'en voulait!
6. Le tract continue en avançant, pour réfuter notre analyse en termes de classes, les arguments suivants: 1) «la plupart [des Juifs] étaient ouvriers ou salariés». Nous avons déjà répondu à une affirmation de ce genre, avancée par le groupe «Mouvement Communiste» en montrant qu'elle est contraire à la vérité: voir «Le Prolétaire» n° 444; 2) Les Tsiganes, homosexuels et handicapés n'appartenaient pas à la petite-bourgeoisie, et pourtant ils ont été persécutés et massacrés. Mais c'est bien à notre avis la raison pour laquelle l'hostilité envers ces groupes n'a jamais pris l'ampleur, le poids social et le rôle politique de l'antisémitisme. Par ailleurs, que devient, avec cette constatation, l'affirmation de Ras l'front sur le rôle exclusif de l'idéologie antisémite dans les massacres des Nazis? 3) On peut se demander pourquoi le grand capital n'en a pas profité pour éliminer toute la petite bourgeoisie (!). Et bien tout simplement parce qu'éliminer toute la petite bourgeoisie, à supposer que cela eut été possible (qui l'aurait fait?), aurait laissé la grande bourgeoisie seule, sans aucune couche-tampon face au prolétariat. Le grand capital avait besoin d'utiliser la petite bourgeoisie, après avoir détourné sa colère sur le bouc-émissaire idéal que constituait le concurrent Juif, comme troupe de choc contre le prolétariat déboussolé mais encore organisé (pour motiver ces petits bourgeois enragés, tenaillés par la crainte d'être déclassés, qu'étaient les militants nazis, la lutte de classe, le marxisme, etc., étaient dénoncés comme inventions juives); puis de l'utiliser pour encadrer la mobilisation générale, dans l'économie de guerre et dans la guerre elle-même, de la classe ouvrière et des masses laborieuses au nom de la patrie et, au delà de la patrie, puisque le Reich englobait plusieurs nations, au nom de la **race** allemande. C'est pourquoi l'antisémitisme a continué à jouer pendant la guerre le rôle de mobilisation idéologique qui avait si bien servi au grand capital dans la période précédente. La guerre était présentée par la machine de propagande nazie comme une action vitale de défense pour la race allemande contre les actions hostiles de la race juive: c'était une explication qui satisfaisait parfaitement la base et les cadres de l'appareil nazi.
7. cf. «Histoire du négationnisme en France», Ed. du Seuil, mars 2000.
8. Igounet décrit plusieurs «âges», plusieurs générations de négationnistes correspondant à quelques individus, d'authentiques fascistes dans un

- premier temps jusqu'au professeur de lettres Faurisson au début des années 80, en passant dans les années 50 par l'ancien résistant déporté Rassinier, ex-social-démocrate devenu libertaire fricotant avec l'extrême-droite. Elle consacre une partie importante au négationnisme d' «ultra-gauche» dont elle voit la source dans notre brochure et dans notre critique de l'antifascisme démocratique.
9. Elle n'avance aucun élément pour étayer son affirmation que certains ultra-gauches soutiendraient que de la sacralisation de la Shoah résulte [sic] un nouvel Etat souverain (ce qui serait une ultra-stupidité). Par contre nul ne peut nier que les dirigeants israéliens n'ont cessé d'utiliser l'argument du génocide pour justifier leurs actions et faire taire les critiques.
 10. Il n'y a pas de doute qu'existe dans l'extrême-droite un filon antisémite, étroitement lié au courant catholique intégriste et aux nostalgiques du pétainisme, mais qui n'a plus, et de loin, l'importance qu'il avait autrefois, ni l'importance actuelle du racisme anti-immigrés. C'est ce courant traditionaliste qui l'emportera finalement dans le Front National, provoquant au milieu des années quatre-vingt le départ des Juifs qui s'y trouvaient.
 11. Depuis sa naissance le sionisme a toujours cherché un parrain impérialiste pour arriver à ses fins (la création d'un Etat juif). Il n'hésita même pas à passer des accords avec l'Allemagne nazie pour faciliter l'émigration juive et les transferts de capitaux juifs en Palestine contre la promesse d'achats de marchandises allemandes (accord dit la Haavara). En dépit de l'hostilité entre autres du ministère des Affaires étrangères qui redoutait des complications avec la Grande-Bretagne, cette Haavara fut maintenue sur instruction d'Hitler lui-même pratiquement jusqu'à la guerre. Pour une description détaillée, voir Yehuda Bauer «Juifs à vendre», Ed. Liana Levi, p. 21-54.
 12. Le groupe dilettante anarchisant, anti-léniniste et anti-parti, de la Vieille Taupe, ne pouvait qu'être fondamentalement **hostile** à ces positions, même et surtout quand il affectait, par snobisme intellectuel, de trouver intéressants certains écrits de l'**individu** Bordiga. C'est d'ailleurs la revue «Invariance» - déviation dès l'origine intellectualiste - issue d'une scission du parti au milieu des années soixante, qui, selon leurs propres dires, eut une certaine influence dans ce milieu.
 13. cf «Histoire du négationnisme...», p.188.
 14. Selon Igounet: «(...) Pierre Guillaume insistait sur l'importance (le la revue Invariance, reprenant les thèse d'Amadeo Bordiga. (...) Ils se reconnaissent dans Bordiga sur un point essentiel: le rejet de l'antifascisme. (...) Pierre Guillaume considère Auschwitz ou le grand alibi comme un texte essentiel, un texte conférant un point de vue théorique sur l'interprétation du génocide encore plus solide que celui de Paul Rassinier» [sic! Cet ancien résistant et député social-démocrate passé à l'anarchisme, toujours étranger au marxisme, était bien incapable de donner un quelconque point de vue théorique sur quelque sujet que ce soit!]. cf. «Histoire du négationnisme...», p. 186. En fait la véritable nature politique et donc l'hostilité irréductible de ces gens à l'égard de notre courant peut se déduire facilement d'un témoignage qui les décrit comme «des anti-bolchéviques viscéraux» cf. op. cit., p. 184, note 8. Pour une critique d'«Invariance», voir «Programme communiste» numéro 67 (juillet 1975): «Mise au point à propos de certains «dépasseurs du marxisme»». Plus loin, Igounet classe un groupe comme le P.I.C. («Pour une Intervention Communiste») existant dans les années 80 où il publiait «La jeune taupe», qui défendait les thèses négationnistes, parmi ceux qui utilisaient «le prisme déformant du bordiguisme», parce qu'il critiquait «les démocraties «bourgeoises et capitalistes»!... Il s'agissait en l'occurrence d'un groupe anarchisant issu du CCI.
 15. cf. «Histoire du négationnisme en France», p. 708.
 16. cf. «Anti-antifascisme infantile», Le Prolétaire numéro 322.
 17. Elle révèle à ses lecteurs que «en 1998, à la fête de Lutte Ouvrière, était diffusé sur le stand du PCI, Auschwitz ou le grand alibi. Malgré l'insistance de l'organisation antiraciste Ras l'front qui a demandé le retrait de cet ouvrage, la direction de la fête n'a pas souhaité intervenir». Ras l'front lui signale que cette brochure était déjà en vente «il y a 4 ans», cf. «Histoire...», p. 602. Voir à ce sujet «Le Prolétaire» numéro 446. Nous pouvons lui apprendre que nous diffusons cette brochure à cette occasion depuis plus de vingt ans... Dans le paragraphe final de sa conclusion, consacré à l'extension internationale du négationnisme, elle cite le cas de l'Italie ou, comme, en France, des éléments «de tendance bordiguiste» diffuseraient ces positions. Précisons donc que, contrairement à ce qu'elle écrit, la Maison d'Édition génoise «Graphos» (visée parce qu'elle a publié en italien le livre de Garaudy «Les fondements de la politique extérieure d'Israël») n'est pas animée par des «anciens amis d'Amadeo Bordiga» et n'est pas non plus liée, à notre connaissance, au «Gruppo Comunista Internazionalista», groupe issu d'une scission du parti en 1965. Il s'agit d'une Maison d'Édition publiant des œuvres et des auteurs marginaux de diverses provenances - y compris des textes de Bordiga - sur une base purement commerciale.
 18. cf. «Histoire...», p. 309.
 19. cf. Peter Novick, «The Holocaust in American Life», cité dans «Libération», 15/2/1. Selon cet auteur: «Prétendre que l'Holocauste fait partie de l'histoire de l'Amérique, est un alibi moral» qui permet «de se décharger de responsabilités qui, en réalité, incombent aux Américains, confrontés à leur passé, leur présent et leur futur», cité dans Norman G. Finkelstein, «L'industrie de l'Holocauste. Réflexions sur l'exploitation de la souffrance des Juifs», Ed. La Fabrique, p. 138. Finkelstein rappelle non seulement que la référence à l'Holocauste est utilisée comme excuse par les dirigeants israéliens, mais il souligne que, reprise par les dirigeants américains pour vilipender leurs adversaires du moment, la référence aux massacres nazis leur sert aussi d'**alibi** pour relativiser, camoufler ou nier les propres crimes et génocides commis par les États-Unis ou leurs alliés.
 20. cf. «Brouillage sur l'Holocauste», «Libération», 8/3/1.
 21. cf. N. Finkelstein, «L'industrie de l'Holocauste...», op. cit. Le présentateur de l'ouvrage prend bien soin d'expliquer que les thèses de l'auteur ne peuvent s'appliquer à la France, où un «devoir de mémoire» s'imposerait en raison d'une montée de l'antisémitisme et du rôle du pétainisme (cette précaution n'a pas empêché qu'une action en justice soit déclenchée contre ce livre pour «incitation à la haine raciale»!). Dans une interview, l'auteur précise qu'il ne trouve pas absurde ce «devoir de mémoire», mais - et ce mais détruit tout ce qu'on voudrait lui faire dire - «à condition de ne pas considérer seulement l'holocauste nazi [c'est justement ce que veulent tous nos adversaires] (...). Les organisations juives américaines ont transformé ce devoir de mémoire en industrie de l'Holocauste. Elles ont volé et sali ce qui c'est passé en Europe» cf. «Libération», 15/2/1.
 22. cf. «Histoire...» p. 454 et 641. Si la presse et les historiens ont à peu près unanimement encensé les travaux de Pressac, il lui a fallu d'abord publier aux États-Unis pour contourner les réticences de certaines notabilités en France (comme celle du président du Centre de Documentation Juive); ses conclusions inconoclastes lui ont valu en effet d'être accusés par certains de «faute morale» ou de «révisionnisme invisible» et Igounet elle-même juge plus prudent d'écrire que sa position est «ambiguë». cf. «Histoire...» 447-456.

Source: «Le Prolétaire», numéro 454, juillet-août 2000